



Violence et exclusion sociale au Burkina : Le diagnostic de l'IGD

L'Institut Général Tiémoko Marc Garango pour la Gouvernance et de Développement (IGD) a présenté les résultats sur une étude des jeunes face à la violence et à l'exclusion sociale au Burkina Faso, ce vendredi 19 octobre 2018 à Ouagadougou.

Les moins de 35 ans représentent 80 % de la population burkinabè selon le recensement général de 2006. Cependant, la jeunesse reste insuffisamment intégrée dans les processus politiques et de développement et cela, dans un contexte régional fragile, marqué par la montée de l'extrémisme violent et du terrorisme.

Face à cette situation, l'Institut Général Tiémoko Marc Garango pour la Gouvernance et de Développement (IGD) et ses partenaires ont initié une étude sur « *les jeunes face à la violence et à l'exclusion sociale au Burkina Faso* ». Pour Dr Abdoul Karim Saidou, chargé de programme à IGD, l'objectif de cette enquête est de cerner les stratégies et les mécanismes d'adaptation des jeunes dans un contexte largement défavorable et marqué par les carences et les insuffisances des structures d'opportunités sociales et politiques.

Ainsi, cette étude a été conduite dans la région du Centre et des Haut-Bassins et s'est intéressée à la violence exercée dans l'espace public et non dans la sphère privée. Egalement, la violence exercée par des groupes et non par des individus isolés, et impliquant des jeunes.

La cible était constituée de jeunes de 18 à 35 ans résidant dans les villes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso ayant participé ou non aux récents mouvements sociaux de 2014 et de 2015. Au total 32 focus groupes ont été réalisés avec 352 participants. Les conclusions de l'étude, qui s'est déroulée du février en mars 2018, ont été présentées ce vendredi 19 octobre 2018 à Ouagadougou devant des députés et des jeunes.

A écouter la chargée du suivi évaluation et de la planification à IGD, Agnès Kaboré, les actes de violence auxquels les jeunes participent le plus sont, entre autres, celle contre des présumés coupables d'accidents ou de crimes, pour revendiquer de meilleurs condition de vie et de défendre des intérêts corporatistes.

Aussi, les principaux facteurs qui pourraient empêcher les jeunes à recourir à la violence sont le fait de croire en l'existence de moyens pacifiques pour se faire entendre et l'éducation familiale ou religieuse. Selon les jeunes, les principales formes d'exclusion sociale des jeunes sont le chômage et la pauvreté. Enfin, principalement les jeunes s'appuient sur leurs familles ou sur des associations ou développent des initiatives propres pour surmonter l'exclusion sociale.

Jules César KABORE, 20 octobre 2018

Burkina 24